

L'Égypte va construire des églises !

Le Parlement égyptien a voté, mardi dernier, une loi encadrant la construction des églises, qui relèvera désormais des gouverneurs de provinces, au lieu du chef de l'Etat. Jusque-là, pour édifier leurs lieux de culte ou simplement y faire des travaux de maintenance, les Coptes étaient soumis à des règles draconiennes. Ils devaient suivre un itinéraire administratif sinueux et tortueux, aboutissant sur le bureau du Président lui-même, seul habilité à délivrer l'autorisation. Cela pouvait prendre des mois, voire des années, et le plus souvent pour une nouvelle église à construire dix avaient été détruites ou incendiées entretemps par les islamistes. La nouvelle loi réduit à quatre mois le délai d'attente entre la formulation de la demande et la réponse du gouverneur qui pourra accepter ou refuser de délivrer le précieux document. Toutefois, ledit gouverneur devra motiver un éventuel refus, et dans ce créneau-là, on connaît la richesse et l'étendue de la panoplie administrative, pour peu que la mauvaise volonté soit là. Le président du Parlement a salué l'adoption de cette loi, que n'ont pas votée les neuf députés «salafistes», en évoquant les rapports de bon voisinage, à défaut d'une lune de miel entre le croissant et la croix.

Renchérissant, le représentant du patriarcat copte a souligné que cette loi était un grand pas en avant, puisque la précédente remontait à 160 ans, c'est-à-dire à la période ottomane, chère à Erdogan. Il a cependant ajouté que ce progrès significatif en matière législative ne

se concrétisera sur le terrain qu'à la condition que le chemin soit pavé de bonnes intentions. Tout dépendra, finalement, de la volonté du gouverneur et surtout de son degré d'ouverture sur les autres, ce qui n'est pas le bien le mieux partagé s'agissant de telles hiérarchies, en pays musulmans. De plus, la détermination du nombre des églises et de leurs surfaces est fonction du nombre de fidèles vivant dans le périmètre du futur édifice, une clause qui n'existe pas pour les mosquées. Or, il n'existe aucune statistique officielle concernant le nombre de chrétiens vivant en Égypte, la question étant considérée comme un problème de sécurité nationale, et donc gérée par les services appropriés. Dans la nouvelle loi, il est stipulé d'ailleurs que l'autorisation de construire est subordonnée à un rapport favorable des services de sécurité, ce qui complique davantage le dossier.

De leur côté, des militants coptes ont fustigé cette loi, et ils ont réclamé une législation citoyenne commune à tous les Égyptiens et non discriminatoire. Ils ont déploré que les consultations préalables n'aient pas associé les principaux intéressés et qu'elles se soient déroulées «quasiment en secret, avec un cercle restreint de religieux, dont le nombre n'excède pas les doigts d'une seule main». On a ainsi marginalisé des spécialistes du droit, des représentants de la société civile, et même des membres du Parlement ont été exclus du débat. C'est une loi purement formelle qui a été votée juste pour respecter les dispositions constitutionnelles, et qui est en violation avec le droit des citoyens à l'information. Le gouvernement a agi «comme si les dirigeants religieux étaient les seuls concernés, alors que tous les citoyens et pas seulement les chrétiens sont concernés»,

ont souligné les opposants au nouveau texte. L'écrivain Kamel Zakher a observé, pour sa part, que le Parlement avait inversé l'ordre des priorités dans l'examen des projets de loi qu'il devait examiner. Normalement, le Parlement avait sur sa table deux autres projets : une loi sur la criminalisation de la discrimination, avec la création d'une délégation à la lutte contre la discrimination, et une loi intérimaire sur la justice.

«C'est par ces deux-là qu'il fallait commencer, si on avait voulu être efficaces.» Autre question épineuse qui n'a pas été réglée, semble-t-il, par les négociations préalables au vote, celle de l'apparence des édifices, de leur visibilité et des signes d'identification extérieurs, tels que clochers et croix. L'animatrice Fatima Naout, par ailleurs sous le coup d'une condamnation pour «mépris envers les religions», avait appelé les chrétiens à ne pas renoncer à leurs symboles. D'ores et déjà, les islamistes se sont mobilisés contre le projet en dénonçant le danger du retour de l'Égypte dans le giron chrétien, grâce à la nouvelle loi. Du point de vue des «salafistes» égyptiens, le «bon voisinage» entre le croissant et la croix ne peut être que celui existant entre un jardin public et un cimetière. Un prédicateur a même osé une comparaison hardie entre la situation des chrétiens en Égypte et celle des musulmans en Europe, victimes selon lui de traitements inhumains. Il a ainsi exigé, à titre de réciprocité, que les Coptes en Égypte soient traités avec la même «dureté». Lorsque M. Chevènement demande aux musulmans de France d'être plus discrets dans leurs accoutrements et comportements, il reçoit une volée de bois vert.

Alors qu'il vient à peine d'être nommé à la tête d'une fondation,



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

destinée à mettre fin au désordre et à l'extrémisme qui collent à l'Islam de France, comme une tunique de Nessus, les harpies se déchaînent. Des pétitions réclamant sa tête ont même été lancées contre un homme qui a osé claquer la porte du gouvernement, alors que toute la France était mobilisée en faveur de l'invasion de l'Irak. Des Français amnésiques, plus soucieux de complaire aux monarchies du Golfe et à leur relais français, se sont engouffrés dans la brèche, allant jusqu'à taxer Chevènement d'islamophobe. Ceci, alors que les véritables créateurs d'islamophobie plastronnent dans les institutions et les allées de cet «Islam de France», façonné et installé durablement par les tenants de l'idéologie wahhabite. Mais quand les islamistes, sympathisants déclarés de «Daesh», veulent non pas inciter, mais forcer des chrétiens à une discrétion, souvent synonyme de mort, silence dans les rangs jadis de gauche !

A. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



Flic, un métier pénible !

Il paraît que la France nous espionne depuis 2009 grâce à un système baptisé «Babar». Faux ! Paris nous espionne depuis 1962. Sauf qu'à l'époque, le dispositif ne s'appelait pas Babar, mais...

Oui-Oui !

On a beau dire, le prestige de l'uniforme ! D'accord, ça en jette ! Surtout lorsqu'il est repassé. Correctement repassé. Et que ses couleurs, elles, ne sont pas repassées, défraîchies. Et qu'il est bien porté ! Forcément ! Un uniforme de flic porté par un mec ou une nana avec une bedaine tombant sur les genoux, c'est tout sauf le rêve. Même chose, dans l'autre sens. Un uniforme endossé par un malingre pesant à peine 45 kilos, rangers comprises, c'est un peu juste ! Non ! L'uniforme, c'est un tout. Et quand ce tout est là, c'est prestigieux. Sauf que depuis un moment, l'uniforme à lui seul ne suffit plus à créer réellement la vocation. Prenez ces dernières heures et la vie de flic de stade. Mon Dieu quel calvaire ! Une première fois, on leur annonce que les policiers affectés jusque-là dans les enceintes sportives, notamment les stades de foot, allaient les quitter, en être sortis. Bon ! Bons bougres, disciplinés

comme tout, ils ont bien pris la chose. Même si une affectation au stade, au-delà du maintien de l'ordre, c'est un bon truc. Ça permet entre autres de voir des matchs à l'œil. Malgré cela, les policiers ont accueilli dans leur ensemble la nouvelle de leur retrait avec beaucoup de philosophie. Seulement voilà. A peine leur barda fait, ils s'apprêtaient à quitter les stades lorsqu'un contre-ordre est arrivé : «on stoppe tout ! Leur a-t-on dit. Vous ne partez plus. Vous restez !» Et là, depuis, les flics sont au portail des stades. Entre les guichets d'accès et les tribunes, ne sachant plus s'il faut rester ou quitter les lieux. Imaginez un peu leur situation peu confortable. Dans les courants d'air. Ni à l'abri, sur la pelouse. Ni dehors, dans les fourgons. Juste à l'entrée. J'en ai même vu un, grosse moustache tombante d'ennui et de lassitude, appuyé sur son arme pointée au sol, les sourcils légèrement arqués par l'agacement et qui, si ordre de quitter et contre-ordre de rester dans le stade s'enchaînent encore, va finir par craquer. Je vous en fiche mon billet de stade que lui va craquer ! C'est jamais bon un flic qui craque. Faut vite lui donner du thé à fumer pour qu'il puisse rester éveillé à son cauchemar qui continue.

H. L.